

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ÉCONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GÉNÉRALE

E/2031/Add.1  
17 juillet 1951

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS



Distr. double

RAPPORT DU COMITÉ CHARGÉ DU PROJET DE CONVENTION RELATIVE  
A LA LIBERTÉ D'INFORMATION

Suggestions et observations des gouvernements sur le  
projet de Convention

VIII. Etats-Unis d'Amérique

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a adressé au Secrétariat le 15 juin 1951, les suggestions et observations suivantes:

" Le représentant des Etats-Unis, M. Carroll Binder, a exposé, d'une façon complète et précise, les vues du Gouvernement des Etats-Unis sur le projet de Convention relative à la liberté d'information, devant le Comité qui a élaboré ce texte. De l'avis du Gouvernement des Etats-Unis, le préambule et les dix-neuf articles, de même que la résolution A, adoptée par le Comité comme texte de base pour la Convention relative à la liberté de l'information, ne sont pas compatibles avec le sens que l'on donne aux principes de la liberté de parole et de la liberté de la presse, depuis longtemps établis et chéris aux Etats-Unis. En fait, certaines dispositions du texte adopté par le Comité, et notamment les suggestions contenues dans la résolution A, à insérer dans ce texte, constitueraient une violation expresse de ces principes.

L'article 2, par exemple, autoriserait des limitations regrettables et inutiles à la liberté d'expression, ainsi que d'autres restrictions qui, sans être fâcheuses en principe, sont formulées de telle sorte qu'elles permettraient aux gouvernements qui le désirent d'en abuser. Au premier chef, le Gouvernement des Etats-Unis estime qu'il est tout à fait impossible d'appliquer la méthode dite d'"énumération détaillée" suivie dans cet article; c'est une invitation ouverte à ajouter des limitations encore plus critiquables. La résolution A adoptée par le Comité prouve que cela n'est pas seulement une possibilité dans l'abstrait. Cette résolution qui demande que l'on étudie les possibilités d'ajouter, à la série actuelle des limitations, certaines restrictions encore plus regrettables, montre bien que d'autres limitations pourraient toujours être ajoutées à la liste adoptée par le Comité.

Cette méthode, parce qu'elle vise à donner une liste complète des limitations licites à la liberté d'expression, obligerait chaque gouvernement qui participera à tout nouvel examen du texte à insister pour que soient incluses toutes les restrictions déjà en vigueur en vertu de sa législation nationale, ou qu'il pourra estimer nécessaires dans l'avenir. Il est bien évident que si les 60 gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies en venaient à utiliser cette méthode pour mettre sur pied ce texte, on aboutirait à un accord qui, en matière de liberté d'information, serait le plus petit commun dénominateur plutôt qu'un instrument capable de garantir et d'assurer la plus grande liberté possible. C'est pourquoi le Gouvernement des Etats-Unis s'est toujours opposé à cette méthode et a insisté pour que l'on utilisât la formule employée par la Commission des droits de l'homme, à sa sixième session, dans l'article 14 du projet de Pacte relatif aux droits de l'homme.

D'autres articles de ce texte appellent également des critiques. L'article 4 qui autorise un gouvernement à instituer "un droit de réponse ou un correctif analogue", ne fait état d'aucune garantie légale et n'indique pas si ce droit sera mis en vigueur sur le plan national ou international. Le Gouvernement des Etats-Unis estime que l'article 5, où est défini en quelque sorte un modèle de code d'honneur pour les journalistes (n'ayant

aucun rapport avec le code que la Sous-Commission de la liberté d'information et de la presse a entrepris de préparer), n'est pas à sa place dans une Convention de cette nature. Cet article donne à penser que les gouvernements pourraient exercer une pression fâcheuse sur les organisations de journalistes.

Le Gouvernement des Etats-Unis considère que les articles 6 et 7, qui traitent des problèmes économiques relatifs à l'activité des moyens d'information, sont rédigés en termes trop absolus et arbitraires. Un grand nombre de ces problèmes méritent évidemment attention, mais la rédaction actuelle ne fournit aucun critère juridique fondé sur la raison ou la nécessité. Le seul critère prévu est que les Etats contractants estiment nécessaire d'imposer ces mesures; aucun autre Etat contractant n'aurait même le droit de contester leur décision.

D'autre part, le Comité se réserve la possibilité d'inclure un article relatif aux problèmes particuliers aux Etats fédératifs, mais il a rejeté un autre article, proposé par le représentant des Etats-Unis, qui aurait précisé que la Convention envisagée n'est pas ipso facto applicable. Pour les raisons exposées par le représentant des Etats-Unis et résumées dans les comptes rendus du Comité, ce Gouvernement ne peut envisager de devenir partie à une Convention de cette nature, qui ne comporterait pas une telle disposition.

Le Gouvernement des Etats-Unis voudrait également signaler qu'il n'est pas souhaitable d'essayer d'achever une convention détaillée visant un des droits essentiels à inclure dans le Pacte relatif aux droits de l'homme envisagé, avant que le texte de ce Pacte soit élaboré. L'article 10 du texte préparé par le Comité donne un exemple du problème qui se pose; ce texte prévoit que, "en cas d'incompatibilité" entre les dispositions "de l'accord général" (c'est-à-dire le Pacte) et celles de la présente Convention, "les dispositions de l'accord général prévaudront". De l'avis du Gouvernement des Etats-Unis, en contractant des obligations dans un accord détaillé qui, selon le Comité même peut être annulé ou modifié par un second accord plus général dont les dispositions ne sont pas encore déterminées, on aboutira presque certainement à des conflits d'interprétation.

Selon le Gouvernement des Etats-Unis, le texte de la Convention envisagée n'aiderait nullement à corriger certains abus actuels auxquels donnent lieu ces libertés, et il pourrait très aisément être utilisé pour sanctionner et légitimer ces abus et d'autres encore. Le Gouvernement des Etats-Unis ne peut souscrire à l'idée, qui semble avoir inspiré une grande partie du présent texte, à savoir que la tâche urgente du moment consiste à définir les moyens et les méthodes qui permettront aux gouvernements d'empêcher la diffusion de nouvelles qu'ils estiment peu souhaitable de faire connaître au public. Toute proposition qui pourrait, de quelque façon, limiter encore les possibilités d'information dont disposent les peuples du monde serait, de l'avis du Gouvernement des Etats-Unis, singulièrement inopportune à une époque où les restrictions imposées par les gouvernements à la libre circulation des nouvelles risquent de plus en plus de priver le public des informations qui seules peuvent lui permettre de tirer des conclusions sur les nombreux problèmes dont la solution est essentielle à la paix du monde.

Pour favorable que soit ce Gouvernement à une convention qui pourrait servir à améliorer et à garantir la liberté de parole et la liberté de la presse à travers le monde, il ne peut se prononcer en faveur du texte actuellement en discussion et il ne juge pas qu'il vaille la peine d'être examiné par une conférence spéciale. "

---